

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 11 avril 1975

La séance est ouverte à 11 heures.

### AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

#### LA CONSOMMATION

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LA PÉNURIE DE COUVERCLES DE BOCAUX À CONSERVES EN C.-B.—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay):** Monsieur l'Orateur, je prends la parole aux termes de l'article 43 du Règlement, afin de proposer une motion sur une question urgente et d'une nécessité pressante, à la suite d'une réponse donnée mercredi à une question posée au ministre de la Consommation et des Corporations concernant une pénurie de couvercles pour bocaux à conserves en Colombie-Britannique. Le ministre avait alors déclaré: «Il y en a suffisamment en circulation.» Une rapide enquête dans quatre magasins de la vallée de l'Okanagan a révélé qu'il n'y avait aucun couvercle disponible. Un appel à Smithers nous a valu la même réponse de cet endroit et des nouvelles de Fraser Valley indiquent qu'il n'y en a pas davantage. Je propose donc, appuyé par le député de Fraser Valley-Est (M. Patterson):

Que la Chambre charge le ministre de la Consommation et des Corporations de lancer une enquête immédiate à ce sujet avant que la pénurie devienne critique et irrémédiable.

**M. l'Orateur:** La Chambre a entendu la motion. Elle est proposée en vertu de l'article 43 du Règlement et ne peut être débattue sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

### QUESTIONS ORALES

[Traduction]

#### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES ENTRETIENS EN VUE D'UN CONSENSUS ET L'IMPORTANCE DES STIMULANTS DANS LE PROCHAIN BUDGET

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a dit hier aux premiers ministres que la phase actuelle de la recherche d'un consensus se poursuivra pendant au moins quelques semaines, mais que l'on ne cherche pas encore à obtenir des engagements. Quand le ministre sera-t-il en mesure,

ou comment prévoit-il être en mesure d'avoir une assez bonne idée du résultat des entretiens en vue d'un consensus pour décider de l'importance des stimulants qu'il inclura dans le budget dont il a annoncé la présentation avant la fin de mai, étant donné surtout qu'il a déclaré à la presse hier que le degré de stimulants dépendra du succès des entretiens en vue d'un consensus?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai dit que c'est l'un des facteurs sur lesquels on devra fonder l'évaluation de la relance; il y en a d'autres, comme l'honorable représentant le sait, et j'en ai nommé quelques-uns dans ma réponse à sa question de mardi, quand j'ai annoncé la présentation d'un budget d'ici la fin de mai. Les consultations en cours entre les divers groupes économiques se précisent, et j'espère que nous saurons avant la fin de mai si un consensus est possible.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'ÉQUIVALENCE ENTRE LES DIVERS SECTEURS DANS L'EXERCICE DE LA MODÉRATION—LES MÉCANISMES D'APPLICATION DES PRINCIPES DIRECTEURS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le ministre a dit hier dans sa déclaration une chose qui a attiré mon attention, et je suppose que nous devons tous en convenir: il a constaté qu'aucun groupe n'est disposé à faire preuve de modération à moins d'avoir l'absolue certitude que les autres vont consentir en même temps à des restrictions semblables ou équivalentes.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Bravo!

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre comment il compte remplir cette condition préalable essentielle, quand lui et ses collègues écartent unilatéralement tous les mécanismes capables en fait d'assurer cette certitude qui ne peut certes pas résulter du rétablissement de la Commission des prix et des revenus ou de toute autre mesure de la sorte.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement se fonde sur les faits et sur des signes évidents que des dangers guettent le pays s'il n'y a pas modération dans tous les secteurs de l'économie. Si l'on examine le taux d'inflation, même si les statistiques d'aujourd'hui annoncent une certaine modération, on verra qu'il demeure toujours, sur une base annuelle, d'avril en avril, à 11.2 p. 100, bien que les trois premiers mois de cette année dénotent une baisse à 7 p. 100. La conjoncture n'est pas satisfaisante. Le taux de chômage désaisonnalisé est de 7.2 p. 100 et nos frais augmentent, en termes de production, deux fois plus vite que ceux des États-Unis. Ces faits, tous les députés les constatent, mais aussi les dirigeants de chacun des secteurs de notre économie. C'est pourquoi j'ai bon espoir que nous parviendrons à une entente de quelque sorte.